

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 14 novembre 2023

DATE DE PUBLICATION : 22 novembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt et un novembre, à 20 h 30, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES - M. RAMBAUD –M. ÖZTÜRK - Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON - M. KHALID - M. BARAY - Mme MANAÏ-AHMADI – Mme SOW – Mme BAYRAM – Mme CAYOUX - M. JOLIVET – Mme HENRY - M. OREN - M. RENOUF –Mme TORRES – M. TOUANE - M. FAURE - M. GUEDJ – Mme DURAND - Mme LOISEAU

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme PHESOR à M. TOUANE
- Mme RASAMOELY à Mme PASCAUD
- M. BA à Mme TORRES
- M. LALOT à Mme HEUGUES
- M. TAVARES à M. DEMAUMONT
- Mme PERIERS à M. FAURE

ABSENTS

- M. BALABAN

EXCUSÉS

- M. CHRISTODOULOU
- Mme LAMA
- Mme PRIEUX

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme TORRES

OBJET :
Modifications du règlement intérieur des activités péri et extrascolaires

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20231127-DEL_2023_1113-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/11/2023

OBJET :
Modifications du règlement intérieur des activités péri et extrascolaires

Directeur de secteur : M. PAY

Service : Pôle Vie Scolaire

Affaire suivie par : Mme M. GUILLIN-VOLLETTE

Mme PASCAUD : La ville de Chalette s'inscrivant dans une démarche qualité, souhaite valoriser les temps d'accueil mis en place par les services. La Caisse d'Allocations Familiales du Loiret soutient cette valorisation par un soutien financier en fonction de certains critères entre autres :

Un projet éducatif reprenant les orientations de l'organisateur, la mairie, s'appliquant à toutes les structures,

Une déclaration des dispositifs auprès de la DRAJES avec le respect des taux d'encadrement et de qualification des équipes et un projet pédagogique déclinant les orientations municipales par l'action éducative sur ces temps,

Une tarification modulée en fonction du quotient familial.

Dans la continuité de la valorisation de la pause méridienne maternelle opérée depuis septembre 2022, la ville de Chalette souhaite poursuivre la démarche avec les structures élémentaires suivantes : Miriam-Makeba, Henri-Barbusse, Camille-Claudel.

Il convient donc de modifier le règlement intérieur afin de stipuler dans le préambule le changement de qualification du temps de pause méridienne de la manière suivante :

« Que ce soit avant et après la classe, le mercredi, les vacances scolaires, ou pendant la pause méridienne maternelle, **et élémentaire pour les sites Miriam-Makeba, Henri-Barbusse, Camille-Claudel dès septembre 2023**, les structures et équipes d'encadrement répondent au cadre réglementaire et qualitatif fixé par la DRAJES et la PMI, partenaires des collectivités dans le développement de structures et d'actions au bénéfice des enfants. »

Adopté initialement au conseil municipal de novembre 2021, le règlement intérieur nécessite une modification des points suivants :

Pause méridienne maternelle

Il est proposé au Conseil municipal:

Après en avoir pris connaissance d'adopter les modifications du règlement intérieur des activités péri et extrascolaires pour la période de 2021 à 2026, initialement adopté en novembre 2021.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

ENTENDU les explications du rapporteur,

Après en avoir délibéré,

ADOpte les modifications de règlement intérieur des activités péri et extrascolaires pour la période de 2021 à 2026,

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	29	
Votes pour	29	
Votes contre	0	
Abstentions	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*



Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20231127-DEL_2023_1113-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/11/2023